

Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 946 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1853

[2009/202295]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het Samenwerkingsakkoord tussen de Republiek Burundi, enerzijds, en de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, anderzijds, ondertekend te Bujumbura, op 31 januari 2006 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Republiek Burundi, enerzijds, en de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, anderzijds, ondertekend te Bujumbura, op 31 januari 2006, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 946 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1854

[2009/202339]

30 AVRIL 2009. — Décret portant des dispositions en matière de fonction publique locale pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 54 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, modifié par l'article 30 de la loi du 5 août 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. § 1^{er}. Le centre public d'action sociale fixe les conditions et procédure d'évaluation des membres du personnel du Centre.

§ 2. Il peut prévoir la démission d'office pour inaptitude professionnelle des membres du personnel du Centre, à l'exception du personnel engagé sous contrat de travail, comme conséquence négative de l'évaluation.

Le Conseil de l'action sociale fixe de manière générale les modalités de calcul et de liquidation de l'indemnité de départ versée à l'agent. L'indemnité doit être proportionnelle à l'ancienneté de l'agent au sein du Centre et ne peut, en aucun cas être inférieure à :

— trois mois de traitement pour les agents de moins de dix ans d'ancienneté de service au sein du Centre ou de la commune d'un même ressort;

— six mois de traitement pour les agents qui ont entre dix et vingt ans d'ancienneté de service au sein du Centre ou de la commune d'un même ressort;

— neuf mois de traitement pour les agents qui ont plus de vingt ans d'ancienneté de service au sein du Centre ou de la commune d'un même ressort. »

Art. 2. Dans la même loi, il est inséré un article 54bis rédigé comme suit :

« Art. 54bis. § 1^{er}. La décision de démettre d'office un agent pour inaptitude professionnelle est prononcée, après audition, par le Conseil.

Elle est notifiée sans délai à l'intéressé, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise contre accusé de réception. A défaut de notification dans les dix jours ouvrables, elle est réputée rapportée.

La notification fait mention des recours prévus par la loi ou par le décret et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés.

§ 2. L'agent dispose d'un délai de trente jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision de le démettre d'office, pour saisir, par pli recommandé, la chambre de recours visée à l'article 54ter. La saisine de la Chambre de recours est suspensive de la décision du Conseil de l'action sociale jusqu'à la décision du Gouvernement ou jusqu'à l'expiration du délai imparti au Gouvernement pour statuer.

La chambre de recours émet un avis motivé à l'attention du Gouvernement sur la délibération du Conseil de l'action sociale portant décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle. Cet avis est "favorable" ou "défavorable". Il est rendu et notifié, accompagné du dossier complet, dans le délai de soixante jours à dater de la réception de la décision.

§ 3. En l'absence de saisine de la chambre de recours dans le délai imparti, le Conseil de l'action sociale adresse sa délibération accompagnée du dossier complet au Gouvernement. Par dérogation aux articles 109, 110 et 112, le Gouvernement peut annuler la décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle lorsqu'elle viole la loi ou blesse l'intérêt général. A défaut de décision dans un délai de quarante jours, éventuellement prorogés de vingt jours, à dater de la réception de la délibération du Conseil de l'action sociale, l'acte ne peut plus être annulé.

La décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de trente jours visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 54ter rédigé comme suit :

« Art. 54ter. Une chambre de recours régionale compétente pour connaître des recours à l'encontre des décisions de démission d'office pour inaptitude professionnelle est constituée.

Les articles L1218-1 à 1218-10 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont d'application. »

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 54quater rédigé comme suit :

« Art. 54quater. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 109, 110 et 112, sur la base de l'avis visé à l'article 54bis, § 2, alinéa 2, ou dans l'hypothèse visée à l'article 54ter, § 3, alinéa 2, à défaut d'avis émis par la chambre de recours dans le délai qui lui est imparti, le Gouvernement peut annuler la décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle lorsqu'elle viole la loi ou blesse l'intérêt général.

§ 2. Le Gouvernement prend sa décision et la notifie au Conseil de l'action sociale et à l'agent dans les trente jours de la réception de l'avis et du dossier complet ou, à défaut de la délibération du Conseil de l'action sociale accompagné du dossier complet. Il peut proroger ce délai une seule fois pour une durée maximale de quinze jours.

Passé ce délai, le Gouvernement ne peut plus annuler la décision de démission d'office. A défaut d'annulation par le Gouvernement dans le délai visé au § 2, la décision de démission d'office sort ses pleins et entiers effets. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2008-2009.*
Documents du Parlement wallon, 962 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique 30 avril 2009.
 Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1854

[2009/202339]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende bepalingen inzake het plaatselijke overheidsperoneel voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 54 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij artikel 30 van de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. § 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de evaluatie van de personeelsleden van het Centrum.

§ 2. Het kan, als negatief gevolg van de evaluatie, voorzien in het ambtshalve ontslag wegens beroepsonbekwaamheid van de personeelsleden van het Centrum, met uitzondering van het personeel dat krachtens een arbeidscontract in dienst genomen is.

De Raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt op algemene wijze de modaliteiten voor de berekening en de betaling van de vertrekvergoeding die aan het personeelslid gestort wordt. De vergoeding is evenredig aan de anciënniteit van het personeelslid binnen het Centrum en mag in geen geval minder bedragen dan :

— drie maanden loon voor de personeelsleden met minder dan tien jaar dienstanciënniteit binnen het Centrum of de gemeente van hetzelfde ambtsgebied;

— zes maanden loon voor de personeelsleden met tien tot twintig jaar dienstanciënniteit binnen het Centrum of de gemeente van hetzelfde ambtsgebied;

— negen maanden loon voor de personeelsleden met meer dan twintig jaar dienstanciënniteit binnen het Centrum of de gemeente van hetzelfde ambtsgebied. »

Art. 2. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 54*bis*, luidend als volgt :

« Art. 54*bis*. § 1. De beslissing waarbij een personeelslid ambtshalve ontslagen wordt wegens beroepsonbekwaamheid, wordt, na verhoor, door de Raad uitgesproken.

Ze wordt onverwijld aan betrokkene meegedeeld, hetzij bij ter post aangetekend schrijven, hetzij door afgifte tegen bericht van ontvangst. Bij gebrek aan kennisgeving binnen tien werkdagen wordt ze geacht ingetrokken te zijn.

In de kennisgeving wordt gewag gemaakt van de beroepen waarin de wet of het decreet voorziet en van de termijn waarbinnen ze ingesteld kunnen worden.

§ 2. Het personeelslid beschikt over een termijn van dertig dagen, die ingaat op de eerste werkdag die volgt op de kennisgeving van de beslissing waarbij het ambtshalve ontslagen wordt, om de zaak bij aangetekend schrijven aanhangig te maken bij de Kamer van beroep bedoeld in artikel 54*ter*. De aanhangigmaking van de kamer van beroep schort de beslissing van de Raad voor maatschappelijk welzijn op tot de beslissing van de Regering of tot het verstrijken van de termijn waarover de Regering beschikt om te beslissen.

De kamer van beroep geeft de Regering een gemotiveerd advies over de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn houdende beslissing tot ambtshalve ontslag wegens beroepsonbekwaamheid. Dat advies is "gunstig" of "ongunstig". Het wordt gegeven en samen met het volledige dossier meegedeeld binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing.

§ 3. Bij gebrek aan aanhangigmaking bij de kamer van beroep binnen de toegestane termijn, richt de Raad voor maatschappelijk welzijn zijn beraadslaging, samen met het volledige dossier, aan de Regering. In afwijking van de artikelen 109, 110 en 112, kan de Regering de beslissing tot ambtshalve ontslag wegens beroepsonbekwaamheid vernietigen wanneer ze de wet schendt of het algemeen belang schaadt. Bij gebrek aan beslissing binnen een termijn van veertig dagen, eventueel verlengd met twintig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn, kan de akte niet meer vernietigd worden.

De beslissing tot ambtshalve ontslag wegens beroepsonbekwaamheid wordt opgeschort totdat de termijn van dertig dagen bedoeld in § 1, eerste lid, verstreken is. »

Art. 3. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 54*ter*, luidend als volgt :

« Art. 54*ter*. Er wordt een gewestelijke kamer van beroep opgericht om kennis te nemen van de beroepen ingesteld tegen beslissingen tot ambtshalve ontslag wegens beroepsonbekwaamheid.

De artikelen L1218-1 tot 1218-10 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie zijn van toepassing. »

Art. 4. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 54*quater*, luidend als volgt :

« Art. 54*quater*. § 1. In afwijking van de artikelen 109, 110 en 112, kan de Regering, op basis van het advies bedoeld in artikel 54*bis*, § 2, tweede lid, of in het geval bedoeld in artikel 54*ter*, § 3, tweede lid, wanneer de kamer van beroep geen advies uitbrengt binnen de voorgeschreven termijn, de beslissing tot ambtshalve ontslag wegens beroepsonbekwaamheid vernietigen wanneer ze de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

§ 2. De Regering neemt haar beslissing en deelt ze aan de Raad voor maatschappelijk welzijn en aan het personeelslid mee binnen dertig dagen na ontvangst van het advies en van het volledige dossier of, bij gebrek aan beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn, samen met het volledige dossier. Zij kan die termijn één keer verlengen met een maximumduur van vijftien dagen.

Na afloop van die termijn kan de Regering de beslissing tot ambtshalve ontslag niet meer vernietigen. Bij gebrek aan vernietiging door de Regering binnen de termijn bedoeld in § 2, heeft de beslissing tot ambtshalve ontslag volkomen gevolg.»

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 962 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1855

[2009/202290]

30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités selon lesquelles la garantie du Gouvernement wallon peut être accordée aux emprunts pour le financement des opérations visées à l'article 63 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, notamment l'article 63;

Vu le décret du 3 avril 2009 portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, notamment les articles 2 et 3;

Vu le décret du 3 avril 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Ministre : le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

2^o l'emprunteur : le pouvoir organisateur de l'établissement de soins visé par les articles 2 à 7 et 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, à l'exception des maisons de repos et de soins.

Art. 3. Le présent arrêté détermine les conditions et modalités spécifiques selon lesquelles le Gouvernement peut octroyer sa garantie aux emprunts contractés pour le financement des opérations visées à l'article 63 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008.

Art. 4. Les emprunts devront avoir été contractés auprès d'une (ou plusieurs) institution(s) financière(s) ayant adhéré à la "Convention-cadre entre la Région wallonne et Febelfin relative à la garantie donnée par la Région wallonne aux institutions financières pour les financements concernant les travaux de construction et de reconditionnement des institutions hospitalières et des établissements d'accueil pour personnes âgées". L'(Les) Institution(s) financière(s) sera (seront) sélectionnée(s) par l'emprunteur dans le respect de la législation sur les marchés publics.